



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

lycées

Question au Gouvernement n° 1975

Texte de la question

## SITUATION AU LYCÉE DE VITRY

M. le président. La parole est à M. Pierre Gosnat, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Pierre Gosnat. Ce matin, monsieur le ministre de l'éducation nationale, j'ai reçu les professeurs, parents et élèves du lycée Chérioux de Vitry qui manifestaient suite à l'agression d'un élève le 2 février dernier. Hier, vous les avez également reçus, mais vous ne les avez pas entendus.

Que demandent-ils ? Onze surveillants supplémentaires, soit un surveillant pour soixante-dix élèves, la moindre des choses dans un établissement de 1 500 élèves, classé en zone prévention violence. Ces recrutements permettraient d'assurer la sécurité du lieu, d'ouvrir un foyer des lycéens, car il n'en existe pas, et toutes les salles d'étude surveillée fermées faute de personnel.

Que proposez-vous ? La création de deux postes de surveillant, ainsi que de six postes de médiateur à temps partiel, personnels sans diplôme, payés 622 euros par mois et sous contrat d'un an. Vous refusez de transformer ces six emplois précaires en trois emplois de surveillants, car le maître mot de votre politique est : précarité.

M. Daniel Paul. C'est scandaleux !

M. Pierre Gosnat. Or on ne peut affecter dans des établissements en difficulté des personnels eux-mêmes en difficulté. Pire, vous maniez la provocation en déclarant en grève d'office les professeurs qui usent légitimement de leur droit de retrait. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Stoppez donc cette politique de casse de l'éducation nationale ! Embauchez professeurs et surveillants, car les caméras et autres portiques de sécurité ne remplaceront jamais l'humain dans les établissements scolaires.

Écoutez le malaise qui s'exprime : le mouvement s'étend au-delà du lycée Chérioux ; demain, c'est toute l'académie de Créteil qui sera en grève, et quarante établissements sont déjà mobilisés en Seine-Saint-Denis.

Ma question est simple : allez-vous enfin accorder au lycée Chérioux les postes de surveillant nécessaires ? Plus généralement, allez-vous enfin prendre en compte les revendications des enseignants à l'échelle nationale ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur le député, rappelons d'abord les faits : la semaine dernière, une bande d'individus cagoulés s'est introduite au lycée Chérioux, dans un parc regroupant vingt-deux bâtiments répartis sur une trentaine d'hectares, et a agressé un des élèves à l'arme blanche. Nous avons donc affaire à une intrusion extérieure au lycée. Ce n'est pas la première, puisque déjà, à l'automne dernier, des individus s'étaient introduits dans l'établissement.

M. Christian Bataille. Répondez à la question plutôt que de nous raconter des histoires !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Face à cette situation, à plusieurs reprises, les professeurs et le chef d'établissement ont demandé la sécurisation du lycée. Au mois de mai dernier, l'éducation nationale avait réalisé un diagnostic de sécurité qui avait lui-même préconisé la mise en place d'une clôture et l'installation d'une vidéoprotection. Les collectivités locales ont décidé de construire cette clôture ; je m'en réjouis, bien que cette décision soit un peu tardive.

M. Maxime Gremetz. Répondez sur les postes de surveillant !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. J'ai reçu hier les représentants du lycée Chérioux. Je leur ai annoncé, que compte tenu de la situation particulière de l'établissement, nous étions prêts à des efforts spécifiques, et notamment à porter de dix-neuf à vingt-huit personnes le personnel d'encadrement et de vie scolaire.

M. Bernard Roman. Des emplois précaires !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Je rappelle qu'il y a 180 adultes sur le site. La sécurité et la vie scolaire, c'est l'affaire de tous, et la lutte contre l'insécurité à l'école doit être menée à plusieurs niveaux. C'est la politique que nous menons avec Brice Hortefeux. Et la meilleure des réponses que nous pouvons faire aux enseignants,...

M. Maxime Gremetz. Vous ne les écoutez jamais !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. ...c'est l'unité de la représentation nationale face à la violence à l'école. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Pierre Gosnat](#)

**Circonscription :** Val-de-Marne (10<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1975

**Rubrique :** Enseignement secondaire

**Ministère interrogé :** Éducation nationale

**Ministère attributaire :** Éducation nationale

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 11 février 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 février 2010